



Assemblée générale

Distr. générale
10 décembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 20 de l'ordre du jour

Mondialisation et interdépendance*

Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteuse : M^{me} Stefany **Romero Veiga** (Uruguay)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 13 septembre 2024, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-dix-neuvième session la question intitulée :

« Mondialisation et interdépendance :

- a) Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance ;
- b) Migrations internationales et développement »

et de la renvoyer à la Deuxième Commission.

2. La Deuxième Commission a tenu une discussion générale sur la question à ses 18^e et 19^e séances, le 18 octobre ; elle a examiné les projets de texte relatifs à la question à sa 21^e séance, le 13 novembre, et s'est prononcée à leur sujet à ses 22^e et 25^e séances, les 22 et 26 novembre 2024. Les débats qu'elle a consacrés à la question sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants¹. On se référera aussi au débat général que la Commission a tenu de sa 2^e à sa 6^e séance et à ses 9^e, 13^e et 19^e séances, du 7 au 10 octobre et les 15 et 18 octobre². Il est rendu compte de la suite des débats de la Commission sur la question dans les additifs au présent rapport.

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

* Le rapport de la Commission sur cette question est publié en trois parties, sous les cotes [A/79/439](#), [A/79/439/Add.1](#) et [A/79/439/Add.2](#).

¹ [A/C.2/79/SR.18](#), [A/C.2/79/SR.19](#), [A/C.2/79/SR.21](#), [A/C.2/79/SR.22](#) et [A/C.2/79/SR.25](#).

² Voir [A/C.2/79/SR.2](#), [A/C.2/79/SR.3](#), [A/C.2/79/SR.4](#), [A/C.2/79/SR.5](#), [A/C.2/79/SR.6](#), [A/C.2/79/SR.9](#), [A/C.2/79/SR.13](#) et [A/C.2/79/SR.19](#).



Point 20**Mondialisation et interdépendance**

Rapport du Secrétaire général intitulé « Vers un nouvel ordre économique international » ([A/79/320](#))

Point 20 a)**Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance**

Rapport du Secrétaire général intitulé « Tenir les promesses de la mondialisation : promouvoir le développement durable dans un monde interconnecté » ([A/79/321](#))

Point 20 a)**Migrations internationales et développement**

Rapport du Secrétaire général sur les migrations internationales et le développement ([A/79/323](#))

4. À la 18^e séance, le 18 octobre 2024, une économiste hors classe de la Division des politiques et de l'analyse économiques (Département des affaires économiques et sociales), le Chef du Service des politiques intergouvernementales et des examens du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable (Département des affaires économiques et sociales) et une Chef de section de la Division de la population (Département des affaires économiques et sociales) ont fait des déclarations liminaires.

5. À la 21^e séance, le 13 novembre, la représentante des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration au sujet des projets de résolution dont la Commission était saisie ; à la 23^e séance, le 25 novembre, la représentante de la Colombie et le représentant d'Israël ont fait des déclarations au sujet des projets de résolution dont la Commission était saisie ; aux 23^e, 24^e et 26^e séances, du 25 au 27 novembre, le représentant de la Fédération de Russie a fait des déclarations au sujet des projets de résolution dont la Commission était saisie ; de la 23^e à la 26^e séance, du 25 au 27 novembre, les représentants de l'Argentine ont fait des déclarations au sujet des projets de résolution dont la Commission était saisie³.

II. Examen du projet de résolution [A/C.2/79/L.30](#)

6. À la 21^e séance, le 13 novembre 2024, le représentant de l'Ouganda a présenté (au nom des États qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, compte tenu également des dispositions de la résolution [ES-10/23](#) de l'Assemblée générale, en date du 10 mai 2024) un projet de résolution intitulé « Vers un nouvel ordre économique international » ([A/C.2/79/L.30](#)).

7. À la 22^e séance, le 22 novembre 2024, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.2/79/L.30](#) par 126 voix contre 51, avec 3 abstentions (voir par. 11). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte,

³ Voir [A/C.2/79/SR.21](#), [A/C.2/79/SR.23](#), [A/C.2/79/SR.24](#), [A/C.2/79/SR.25](#) et [A/C.2/79/SR.26](#).

El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Ukraine.

Se sont abstenus :

Arménie, Tonga, Türkiye.

8. À la même séance, avant le vote, le représentant de la Hongrie (s'exprimant au nom de l'Union européenne) a pris la parole pour expliquer son vote.
9. À la même séance également, après le vote, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote.
10. Toujours à la même séance, le représentant de l'Argentine a fait une déclaration après le vote.

III. Recommandation de la Deuxième Commission

11. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Vers un nouvel ordre économique international

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 55/186 du 20 décembre 2000 et 56/181 du 21 décembre 2001, intitulées « Mise en place d'une architecture financière internationale renforcée et stable, capable de répondre aux priorités de la croissance et du développement, notamment dans les pays en développement, et de promouvoir la justice économique et sociale », ainsi que ses résolutions 57/241 du 20 décembre 2002, 58/202 du 23 décembre 2003, 59/222 du 22 décembre 2004, 60/186 du 22 décembre 2005, 61/187 du 20 décembre 2006, 62/185 du 19 décembre 2007, 63/205 du 19 décembre 2008, 64/190 du 21 décembre 2009, 65/143 du 20 décembre 2010, 66/187 du 22 décembre 2011, 67/197 du 21 décembre 2012, 68/201 du 20 décembre 2013, 69/206 du 19 décembre 2014, 70/188 du 22 décembre 2015, 71/215 du 21 décembre 2016, 72/203 du 20 décembre 2017, 73/220 du 20 décembre 2018, 74/202 du 19 décembre 2019, 75/204 du 21 décembre 2020, 76/192 du 17 décembre 2021, 77/152 du 14 décembre 2022 et 78/136 du 19 décembre 2023,

Ayant à l'esprit les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies concernant la promotion du progrès économique et social de tous les peuples,

Rappelant, notamment à l'occasion du cinquantième anniversaire de leur adoption, les principes énoncés dans la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, qui figurent, respectivement, dans ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI), qu'elle a adoptées à sa sixième session extraordinaire, le 1^{er} mai 1974,

Rappelant également ses résolutions 63/224 du 19 décembre 2008, 64/209 du 21 décembre 2009, 65/167 du 20 décembre 2010, 67/217 du 21 décembre 2012, 69/227 du 19 décembre 2014, 71/236 du 21 décembre 2016, 73/240 du 20 décembre 2018, 75/225 du 21 décembre 2020 et 77/174 du 14 décembre 2022,

Réaffirmant la Déclaration du Millénaire¹,

Rappelant sa réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le document final adopté à l'issue de cette réunion²,

Rappelant également le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons »³,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution 70/1 du 25 septembre 2015 intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, notamment de l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et

¹ Résolution 55/2.

² Résolution 65/1.

³ Résolution 66/288, annexe.

une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

Réaffirmant également les dispositions de sa résolution 69/313 du 27 juillet 2015 sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui appuie et complète le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont il fait partie intégrante, qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes, et qui réaffirme la volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable, dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires,

Rappelant les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, notamment les buts et objectifs de développement qui y sont énoncés, et consciente du rôle crucial que jouent ces conférences et réunions au sommet, qui permettent de parvenir à une conception élargie du développement et d'arrêter des objectifs d'un commun accord,

Soulignant qu'il importe que soient honorés tous les engagements pris en vue du financement du développement, notamment ceux qui sont énoncés dans le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement⁴, la « Déclaration de Doha sur le financement du développement : document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey »⁵, le Programme d'action d'Addis-Abeba et d'autres textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies,

Constatant que des problèmes systémiques qui tiennent à la structure de l'économie mondiale appellent un examen de la gouvernance économique mondiale, demandant la réforme du système financier international et des institutions pertinentes, ainsi que l'élargissement de la participation et le renforcement du poids des pays en développement dans la prise des décisions économiques internationales, l'établissement de normes et la gouvernance économique mondiale, d'une manière qui assure la prise en compte des besoins et des capacités propres aux pays en développement lors de l'élaboration des politiques macroéconomiques, estimant qu'il importe que le Fonds monétaire international demeure suffisamment doté en ressources, et apportant son appui et réaffirmant son attachement à la poursuite de la réforme de la gouvernance du Fonds et de la Banque mondiale compte tenu de l'évolution de l'économie mondiale,

Notant avec une vive préoccupation que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a de graves répercussions sur la santé, la sécurité et le bien-être, qu'elle entraîne de grands bouleversements pour les sociétés et les économies, qu'elle a des conséquences désastreuses pour la vie et les moyens d'existence des populations et que ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus touchés, réaffirmant son ambition, à savoir qu'il faut redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable en adoptant des stratégies de relèvement durables et inclusives qui permettent d'avancer plus rapidement dans la mise en œuvre

⁴ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution I, annexe.

⁵ Résolution 63/239, annexe.

intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de réduire le risque de nouveaux chocs, crises et pandémies et de renforcer la résilience, notamment en améliorant les systèmes de santé et en mettant en place une couverture sanitaire universelle, et considérant que l'accès équitable, rapide et universel à des vaccins et des traitements contre la COVID-19 et à des tests de diagnostic sûrs, de qualité, efficaces et d'un coût abordable est un élément essentiel d'une riposte mondiale fondée sur l'unité, la solidarité, le renouvellement de la coopération multilatérale et l'application du principe consistant à ne laisser personne de côté,

Consciente que la réalisation des objectifs de développement durable est intrinsèquement liée au succès de l'application du Programme d'action d'Addis-Abeba, soulignant que des fonds supplémentaires doivent être débloqués sans tarder pour que ces objectifs puissent être atteints d'ici à 2030, et insistant à cet égard sur l'urgence qu'il y a à mobiliser suffisamment de ressources,

Notant avec inquiétude que la dette extérieure totale des pays en développement a atteint le montant record de 11 400 milliards de dollars des États-Unis en 2023, soit une augmentation de 3,4 %, et vivement préoccupée par le fait que 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays en développement qui consacrent davantage de ressources au paiement des intérêts qu'au financement de l'éducation ou de la santé, ce qui limite plus encore la capacité des pays d'investir dans le développement durable et la mise en œuvre du Programme 2030,

Préoccupée par le fait qu'un nombre croissant de pays paient des commissions additionnelles au Fonds monétaire international, ce qui entraîne un surcroît de dépenses pour les pays qui sont précisément aux prises avec les problèmes les plus graves de balance des paiements,

Consciente qu'il faut aider les pays en développement à combler les déficits de financement, notamment à remédier aux disparités en matière de coûts financiers et d'accès aux technologies, afin de concrétiser pleinement la transition numérique, soulignant que les besoins de financement de ces pays demeurent très élevés et appelant à la réforme de l'architecture financière internationale,

Préoccupée par les crises mondiales actuelles, qui sont multiples et interdépendantes et s'alimentent les unes les autres, notamment la crise financière et économique mondiale, la volatilité des cours de l'énergie et des produits de base, la crise alimentaire et les problèmes résultant des changements climatiques, qui compromettent les perspectives de développement des pays en développement et risquent de creuser l'écart entre pays développés et pays en développement, notamment en matière de technologie et de revenu, et de freiner encore davantage la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux de développement durable,

Constatant avec inquiétude à cet égard que la proportion de travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté, y compris de personnes travaillant dans le secteur informel, continue d'augmenter, de même que la proportion de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour, et que trois à quatre années d'efforts de lutte contre l'extrême pauvreté ont été réduites à néant au niveau mondial,

Préoccupée par l'évolution récente de la situation économique dans un contexte marqué par des difficultés persistantes qui font obstacle à une croissance économique soutenue, où la persistance de fortes inégalités rend difficiles une croissance vigoureuse et un développement durable, où la baisse des investissements privés dans les infrastructures met en évidence les obstacles qui empêchent de combler le déficit de financement en la matière et de promouvoir le financement à long terme du développement durable, où les nouveaux problèmes de dette et les vulnérabilités se sont intensifiés dans tous les pays en développement, où la volatilité des taux de

change a augmenté et où les tendances inflationnistes au niveau mondial ont divergé, et par le fait que les faibles perspectives de l'économie mondiale mettent en péril les investissements publics essentiels dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la lutte contre les changements climatiques ainsi que les progrès en matière d'élimination de la pauvreté, en particulier dans les pays en développement,

Constatant avec inquiétude que des milliards de personnes dans le monde continuent de vivre dans la pauvreté et sont privées de leur dignité, que les inégalités s'accroissent à l'intérieur des pays et entre les pays et qu'il existe d'énormes disparités en termes de chances, de richesse et de pouvoir,

Soulignant l'absence de réponse forte et concertée au niveau international pour faire face aux problèmes susmentionnés, ce qui montre que les appels lancés dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international restent éminemment d'actualité,

Insistant sur la nécessité d'une croissance économique et d'une reprise plus durables, et consciente que cet objectif peut être atteint par la pratique d'un multilatéralisme sans exclusive et la participation de tous les pays sur un pied d'égalité, comme le prévoient, notamment, la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Consciente que des formules innovantes et améliorées de financement du développement sont nécessaires pour résoudre les problèmes que posent la situation économique mondiale actuelle et la pauvreté, ainsi que ceux auxquels se heurte la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux de développement durable, et soulignant que ces nouvelles formules ne doivent ni se substituer aux apports traditionnels, notamment à l'aide publique au développement et aux financements consentis à des conditions favorables, ni avoir pour effet d'en réduire le volume, et qu'elles doivent être élaborées dans un esprit de partenariat, de coopération et de solidarité, compte tenu des intérêts partagés et des priorités nationales de chaque pays,

Déplorant que 50 ans plus tard, nombre d'éléments importants du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international n'ont pas encore été mis en œuvre, et que, de ce fait, les perspectives de développement de nombreux pays en développement continuent d'être compromises par des difficultés majeures, dont leur vulnérabilité aux chocs externes et leur représentation insuffisante dans les instances de gouvernance économique mondiale,

Considérant le rôle que jouent la coopération aux niveaux régional, sous-régional et interrégional et l'intégration économique régionale, fondées sur le principe d'égalité, dans le renforcement de la coopération internationale visant à faciliter la coordination économique et la coopération pour le développement, la réalisation des objectifs de développement et le partage des pratiques optimales et des connaissances,

Consciente que le mouvement général de déréglementation financière a contribué à augmenter le volume net des sorties de capitaux des pays en développement vers les pays développés,

Notant avec une profonde inquiétude les effets des flux financiers illicites sur la stabilité et le développement des pays en développement dans les domaines politique, social et économique, et la nécessité qui en découle d'adopter de toute urgence des mesures de lutte contre ces flux susceptibles d'accroître la marge de manœuvre budgétaire des gouvernements pour financer la réalisation du Programme 2030,

Soulignant qu'il importe que les pays en développement disposent d'une marge de manœuvre suffisante pour définir des stratégies nationales de développement visant à assurer la prospérité pour tous,

Préoccupée par l'augmentation du nombre de mesures protectionnistes et de politiques de repli qui nuisent au système commercial multilatéral et rendent les pays en développement plus vulnérables, et soulignant qu'il importe de favoriser l'ouverture de l'économie mondiale et d'accroître les effets positifs de la mondialisation,

Soulignant que le multilatéralisme, notamment sous la forme d'un système commercial multilatéral universel, fondé sur des règles, ouvert, transparent, prévisible, inclusif, non discriminatoire et équitable, est le système de coopération internationale le plus adapté pour relever les défis auxquels fait face l'humanité,

Préoccupée par les risques financiers liés aux ajustements de politique monétaire en cours dans les pays développés, qui pourraient déstabiliser le système monétaire international jusqu'à entraîner une dépréciation du taux de change et un endettement extérieur insoutenable dans de nombreux pays en développement et économies émergentes,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁶ ;
2. *Note* que le Programme de développement durable à l'horizon 2030⁷, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement⁸ et l'Accord de Paris adopté en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques⁹ reprennent bon nombre des idées et des recommandations formulées dans la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international¹⁰ et dans le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international¹¹ ;
3. *Réaffirme* qu'il faut continuer de s'employer à instaurer un nouvel ordre économique international fondé sur les principes d'équité, d'égalité souveraine, d'interdépendance, d'intérêt commun, de coopération et de solidarité entre tous les États ;
4. *Rappelle* qu'il est demandé instamment aux États de s'abstenir d'adopter et d'appliquer des mesures économiques, financières ou commerciales unilatérales dérogeant au droit international ou à la Charte des Nations Unies, qui font obstacle à la pleine réalisation du développement économique et social, en particulier dans les pays en développement ;
5. *Réaffirme* que les initiatives de développement menées à l'échelon national doivent être soutenues par un environnement économique international porteur et notamment par des échanges internationaux, des systèmes monétaires et financiers fonctionnant en synergie et de manière cohérente, ainsi que par une gouvernance économique mondiale renforcée, dans le respect de la marge de manœuvre de chaque pays ;
6. *Se félicite* de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un nouveau Bretton Woods, pour que les besoins extraordinaires des pays en développement

⁶ [A/79/320](#).

⁷ Résolution 70/1.

⁸ Résolution 69/313, annexe.

⁹ Voir [FCCC/CP/2015/10/Add.1](#), décision 1/CP.21, annexe.

¹⁰ Résolution 3201 (S-VI).

¹¹ Résolution 3202 (S-VI).

soient placés au centre de chaque décision et de chaque mécanisme du système financier mondial ;

7. *Réaffirme* qu'il faut renforcer la coordination des politiques macroéconomiques entre les pays pour éviter les retombées négatives, en particulier dans les pays en développement ;

8. *Demande* que soit respecté l'engagement pris d'assurer la cohérence des politiques, de créer des conditions favorables à la mise en œuvre du développement durable à tous les niveaux et par tous les acteurs et de revitaliser le Partenariat mondial pour le développement durable ;

9. *Réaffirme* l'engagement pris d'élargir la participation des pays en développement – y compris les pays d'Afrique, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les pays à revenu intermédiaire, ainsi que les pays et peuples sous occupation étrangère – et de leur donner davantage voix au chapitre dans la prise de décisions économiques internationales et la définition de normes en la matière et dans la gouvernance économique mondiale, notamment dans le cadre du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, l'idée étant d'avoir des institutions plus équitables, efficaces, crédibles, responsables et légitimes, qui sont plus sensibles aux besoins et préoccupations des pays en développement ;

10. *Réaffirme également* la nécessité de respecter l'intégrité territoriale, la souveraineté nationale et l'indépendance politique des États ;

11. *Demande* aux États de coopérer plus étroitement, notamment dans le cadre des organismes des Nations Unies concernés et des autres instances régionales ou internationales pertinentes, pour lutter contre les flux financiers illicites sous toutes leurs formes ;

12. *Réaffirme* que le commerce international est un moteur de développement et de croissance économique soutenue, qu'il contribue à l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions et qu'un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable peut stimuler de façon déterminante la croissance économique et le développement dans le monde entier, profitant ainsi à tous les pays, quel que soit leur stade de développement ;

13. *Se déclare préoccupée* par la vulnérabilité de la dette croissante des pays en développement, par les sorties de capitaux, en valeur nette, de certains pays en développement, par la fluctuation des taux de change et d'intérêt et par le durcissement des conditions financières mondiales, et, à cet égard, souligne qu'il convient de rechercher les moyens et instruments permettant de rendre la dette viable et de prendre les mesures nécessaires pour limiter l'endettement des pays en développement ;

14. *Souligne* qu'il faut procéder de toute urgence à des réformes dans le système financier international pour régler les problèmes causés par la détérioration des finances publiques, les contraintes budgétaires, la dette, les risques pour la stabilité monétaire et financière et la pénurie d'investissements productifs et durables, et se félicite à cet égard de la convocation, en 2025, de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, dans la perspective de la nécessité urgente d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable et de favoriser la réforme de l'architecture financière internationale ;

15. *Décide* de continuer à progresser rapidement sur la voie de l'établissement d'un plan de relance des objectifs de développement durable dans le cadre de la

proposition faite par le Secrétaire général à l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres forums pertinents, et rappelle les appels à l'action lancés par ce dernier pour une nouvelle allocation – compte étant tenu des besoins des pays en développement – des droits de tirage spéciaux, ceux-ci jouant un rôle important pour ce qui est de permettre aux pays en développement d'investir dans la relance et les objectifs de développement durable, pour l'augmentation – nécessaire – des financements à des conditions favorables accordés par les banques multilatérales de développement, et pour la réforme du système financier mondial, lequel doit inclure des critères de prêt qui ne se limitent pas au produit intérieur brut et donner une vision réelle des vulnérabilités des pays en développement ;

16. *Constate* avec préoccupation que le déficit de financement du commerce mondial, estimé à 2 500 milliards de dollars, a fortement augmenté ces dernières années, et encourage les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement à intensifier leurs efforts pour soutenir le financement du commerce et à rechercher des possibilités de financement dans le domaine du commerce numérique pour contribuer à réduire le déficit de financement du commerce ;

17. *Demande* aux États Membres et aux institutions financières internationales de fournir davantage de liquidités et de financements à long terme pour le développement, en particulier à l'ensemble des pays en développement, de façon qu'ils puissent parvenir au développement durable, souligne qu'il importe de renforcer la coopération au service du développement ainsi que d'accroître le volume des financements à des conditions privilégiées et des subventions et d'en améliorer l'accès, et demande aux pays développés qui ne l'ont pas encore fait de tenir les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide publique au développement, en particulier à l'égard des pays les moins avancés ;

18. *Réaffirme* qu'il importe de s'attaquer aux contraintes entravant le transfert de technologies vers les pays en développement, notamment le transfert de technologies éprouvées de pays développés à des conditions favorables, y compris privilégiées et préférentielles ;

19. *Réaffirme* également la souveraineté permanente intégrale de chaque État sur ses ressources naturelles et sur toutes les activités économiques, et demande que la coopération internationale soit renforcée pour établir des chaînes de valeur des minéraux, entre autres ressources naturelles, aux fins de la diversification de l'économie, de la création de valeur à la source, de l'industrialisation et du développement durable ;

20. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation économique internationale et de ses incidences sur le développement à sa quatre-vingt-unième session et, à cet effet, prie le Secrétaire général de donner, dans le rapport qu'il lui présentera au titre de la question intitulée « Mondialisation et interdépendance », une vue d'ensemble actualisée des grands problèmes d'ordre économique et de politique générale à résoudre sur le plan international pour assurer une croissance économique soutenue et un développement durable qui soient équitables et partagés, ainsi que du rôle que peut jouer l'Organisation des Nations Unies à cet égard, et des moyens qui pourraient être mis en œuvre pour surmonter ces problèmes, compte tenu des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes et des principes qui y sont énoncés, ainsi que du Programme 2030, à la lumière des principes pertinents énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.